

2022: "l'Étrange défaite" qui vient

Pour Marc Bloch, auteur de "*l'Étrange défaite*", la cause de la débâcle de juin 1940 n'était pas seulement militaire mais d'abord politique. De la même façon, le désastre annoncé du printemps 2022 n'est pas seulement de nature électorale. La débâcle de la démocratie se construit depuis des mois par une sorte de capitulation rampante et générale face à l'extrême droite.

"Un jour viendra, tôt ou tard, où la France verra de nouveau s'épanouir la liberté de pensée et de jugement. Alors les dossiers cachés s'ouvriront ; les brumes, qu'autour du plus atroce effondrement de notre histoire commencent, dès maintenant, à accumuler tantôt l'ignorance et tantôt la mauvaise foi, se lèveront peu à peu ."

Ainsi s'ouvre *L'étrange défaite* écrite par Marc Bloch au lendemain de la capitulation de l'armée française en juin 1940. "A qui la faute ?", se demande-t-il. Quels mécanismes politiques ont conduit à ce désastre et à l'effondrement d'une République ? Si les militaires, et surtout l'état-major, sont aux premières loges des accusés, nul n'échappe à l'implacable regard de l'historien : ni les classes dirigeantes qui ont "*préféré Hitler au Front Populaire*"¹, ni la presse mensongère, ni le pacifisme munichois, ni la gauche qui n'a pas eu besoin de ses adversaires pour ensevelir ce *Front Populaire* qui fit si peur aux bourgeois.

Les "brumes", l'aveuglement et la soumission passive aux récits des futurs vainqueurs ont conduit inexorablement à une capitulation anticipée. Comment ne pas y reconnaître la logique des moments sombres que nous vivons sidérés.

La banalisation de la menace factieuse.

Sidérés nous le sommes à coup sûr quand il faut attendre six jours pour qu'une menace de sédition militaire signée le 21 avril 2021 par une vingtaine de généraux en retraite, mais aussi par de nombreux officiers, commence à faire un peu réagir.

Sidérés nous le sommes par la légèreté de la réponse gouvernementale. Un *tweet* de la Ministre des Armées² ne parle que "d'irresponsabilité" de "généraux en retraite". Pour Florence Parly le soutien que leur apporte Marine Le Pen

"reflète une méconnaissance grave de l'institution militaire, inquiétant pour quelqu'un qui veut devenir cheffe des armées".

¹ <https://la-bas.org/la-bas-magazine/les-archives-radiophoniques/2009-10/juin-221/plutot-hitler-que-le-front-populaire>

² https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/04/25/la-gauche-s-insurge-contre-une-tribune-de-militaires-dans-valeurs-actuelles-et-l-appel-de-marine-le-pen-a-la-rejoindre_6078019_823448.html

N'y aurait-il à voir que de l'irresponsabilité militaire et de l'incompétence politique ?

Il faut attendre le lundi 26 avril pour que Agnès Runacher³ secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances s'avise que le texte a été publié jour pour jour 60 ans après l'appel des généraux d'Alger. En parlant de "quarteron de généraux en charentaises", elle semble considérer que la simple paraphrase d'une expression de l'allocution de De Gaulle, le 23 avril 1961 suffira à protéger la démocratie. Ce dernier, plus martial, en uniforme, parlait surtout de "putsch" et d'un "groupe d'officiers ambitieux et fanatiques".

Sidérés, nous le sommes par le silence persistant, cinq jours après la publication du texte factieux, de l'essentiel les leaders de la droite, du centre, de la gauche et des Verts.

Sidérés, nous sommes encore de l'isolement de ceux qui appellent un chat un chat tels Éric Coquerel, Benoit Hamon ou Jean Luc Mélenchon⁴. Ce dernier rappelle au passage que l'article 413-3 du code pénal⁵ prévoit cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende pour provocation à la désobéissance des militaires.

Sidérés nous le sommes enfin, pendant une semaine, de la banalisation de l'événement par des médias pourtant prompts à se saisir du buzz des "polémiques". Le 25 avril, RMC/BFM, dans les Grandes Gueules⁶, n'hésite pas à présenter l'appel sur fond de Marseillaise, à moquer "la gauche indignée" en citant Jean Luc Mélenchon et Éric Coquerel, et à débattre longuement avec l'initiateur du texte, Jean-Pierre Fabre-Bernadac. Jack Dion, ancien journaliste de l'Humanité (1970-2004), n'hésite pas à écrire dans Marianne⁷ le 28 avril :

"Malgré ses relents putschistes, la tribune des ex généraux met le doigt là où ça fait mal."

Il faut croire donc que cet appel factieux et menaçant ne fait pas polémique après l'appel à l'insurrection de Philippe de Villiers⁸ dont on oublie qu'il est le frère aîné d'un autre général ambitieux, Pierre de son prénom, chef d'état-major des armées de 2010 à 2017.

Qui sont donc les ennemis que ces militaires appellent à combattre pour sauver "la Patrie" ? Qui sont les agents du "délitement de la France" ? Le premier ennemi désigné reprend mot pour mot les termes de l'appel des universitaires publié le 1 novembre 2020 sous le titre de "Manifeste des 100"⁹ :

"un certain antiracisme" qui veut "la guerre raciale" au travers du "racialisme", "l'indigénisme" et les "théories décoloniales".

³ <https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/un-quarteron-de-generaux-en-charentaise-la-tribune-de-militaires-dans-valeurs-actuelles-indigne-le-gouvernement-1c2e6af165b514f1afbf6ef20f7e8a3c>

⁴ <https://www.rtl.fr/actu/politique/tribune-de-militaires-dans-valeurs-actuelles-la-gauche-vent-debout-contre-des-apprentis-factieux-7900023875>

⁵ <https://pbs.twimg.com/media/Ez01ZLcWEAluyob?format=jpg&name=medium>

⁶ <https://rmc.bfmtv.com/emission/tribunes-de-militaires-les-gens-n-ont-pas-confiance-dans-les-politiques-mais-dans-l-armee-assure-un-ancien-capitaine-a-l-origine-du-texte-2047815.html>

⁷ <https://www.marianne.net/agora/les-signatures-de-marianne/malgre-ses-relents-putschistes-la-tribune-des-ex-generaux-met-le-doigt-la-ou-ca-fait-mal>

⁸ <https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/politique/philippe-de-villiers-jappelle-a-linsurrection/>

⁹ https://manifestedes90.wixsite.com/monsite?fbclid=IwAR16zJBRAdamVrGFVpR5cqrkJ9l_yhJ6sutifbbN8QLsLt8LtAKaRgh3psU

Le second ennemi est "l'islamisme et les hordes de banlieue" qui veulent soumettre des territoires "à des dogmes contraires à notre constitution". Le troisième ennemi est constitué par

"ces individus infiltrés et encagoulés saccagent des commerces et menacent ces mêmes forces de l'ordre" dont ils veulent faire des "boucs émissaires".

Chacune et chacun reconnaîtra facilement les islamo-gauchistes, les séparatistes et les black blocs, ces épouvantails stigmatisés, dénoncés, combattus par le pouvoir comme par une partie de l'opposition. Ce texte a au moins une vertu : il identifie clairement la nature fascisante des diatribes de Jean Michel Blanquer¹⁰, Gerald Darmanin¹¹ ou Frédérique Vidal¹². Il renvoie à leur responsabilité celles et ceux qui gardent le silence, organisent le débat public autour de ces thématiques sur la scène médiatique, s'abstiennent à l'assemblée sur des textes de loi à la logique islamophobe, quand ils ne votent pas pour, signent des tribunes universitaires pour réclamer une police de la pensée. Il renvoie à ses responsabilités le Bureau National du Parti socialiste qui, dans sa résolution du 27 avril¹³, persiste à affirmer

"qu'il serait absurde de chercher à nier ces sujets qui nous font face" comme "ces minorités agissantes qui prônent la "désaffiliation républicaine".

Baromètre incontesté des dérives intellectuelles, l'omniprésent Michel Onfray, aujourd'hui obsédé par la décadence de la France, ne partage-t-il pas le diagnostic des factieux ? Sa sentence du 27 avril dans la matinale d'Europe 1,

"l'intérêt de l'islamo gauchisme est de détruire la nation, la souveraineté nationale, la France, l'histoire de France, tout ce qui constitue la France"¹⁴, est immédiatement reprise par Valeurs Actuelles¹⁵.

Quelques jours plus tôt, dans une envolée digne de Gérald Darmanin¹⁶, il assénait au Point

"On a un seul problème en France, c'est que la loi n'est pas respectée"¹⁷.

Mais de quelle loi parle Michel Onfray quand il ajoute, à propos du verdict en appel du procès des jeunes de Viry-Châtillon :

¹⁰ https://www.20minutes.fr/politique/2890959-20201022-jean-michel-blanquer-denonce-islamo-gauchisme-universites?fbclid=IwAR3b-sOAnDfIOLE49n8bonMs_MkafdgvIwBHAoJ37JHhOmFsJAyMKZjyMaeI

¹¹ <https://www.tf1.fr/tmc/quotidien-avec-yann-barthes/videos/zoom-gerald-darmanin-face-a-marine-le-pen-le-debat-qui-embarrasse-la-majorite-26301960.html>

¹² <https://www.bfmtv.com/societe/education/frederique-vidal-veut-demander-au-curs-une-enquete-sur-l-islamo-gauchisme-a-l-universite-AN-202102160191.html>

¹³ <https://partisocialiste92.fr/2021/04/27/resolution-du-bureau-national-a-la-suite-dune-tribune-de-militaires-publiee-dans-valeurs-actuelles/>

¹⁴ <https://www.europe1.fr/societe/sur-le-terrorisme-la-parole-presidentielle-est-totalement-devaluee-estime-onfray-4041153>

¹⁵ <https://www.valeursactuelles.com/politique/pour-michel-onfray-linteret-de-lislamo-gauchisme-est-de-detruire-la-nation/>

¹⁶ <https://www.leparisien.fr/politique/gerald-darmanin-cela-fait-des-annees-que-l-on-crache-a-la-figure-des-policiers-14-11-2020-8408388.php>

¹⁷ https://www.lepoint.fr/debats/michel-onfray-on-a-un-seul-probleme-en-france-c-est-que-la-loi-n-est-pas-respectee-25-04-2021-2423685_2.php

"il y a des gens à qui on dit : [...] peut-être que vous fait partie de ceux qui auraient pu tuer, mais la preuve n'est pas faite, on est pas sûr que c'est vous, allez, vous pouvez rentrer chez vous. L'affaire est terminée pour vous."

Pour Michel Onfray, le scandale n'est pas la mise en accusation délibérée d'innocents par une police en quête désespérée de coupables mais un principe de droit : la présomption d'innocence elle-même!

La capitulation rampante

Voilà où nous en sommes. Voilà pourquoi il est pour beaucoup si difficile de se scandaliser d'un appel factieux quand les ennemis désignés sont ceux-là même qui sont désignés à longueur d'antenne et de déclaration politique dans ce désastreux consensus "républicain" réunissant l'extrême droite, la droite et une partie de la Gauche.

Chacune et chacun y va de sa surenchère. Anne Hidalgo enjoint les Verts de "d'être au clair avec la République"¹⁸ à propos de la laïcité alors même que Yannick Jadot demande de "sortir de toute naïveté et de toute complaisance"¹⁹, pour "combattre l'islam politique", proposant de "contrôler les financements des associations" et de "renforcer tous les dispositifs sur le contrôle des réseaux sociaux".

La discussion et le vote de la loi sur le "séparatisme", puis les débats hallucinants sur l'organisation de "réunions non mixtes" au sein du syndicat étudiant UNEF nous en a fourni un florilège. Pour le communiste Stéphane Peu²⁰ comme pour le socialiste Olivier Faure²¹, la question n'est pas de combattre sur le fond la notion de "séparatisme" mais de rester dans une "loi équilibrée" qui "renforce la République" (Peu) et d'éviter "la surenchère" (Faure). L'un comme l'autre et comme nombre de député.e.s de leurs groupes, s'abstiendront lors du vote à l'Assemblée Nationale. Seule la France insoumise a sauvé l'honneur et dénoncé, notamment par la voix de Clémentine Autain dès le 16 février²², une loi qui

"ouvre la boîte de Pandore pour des idées qui stigmatisent et chassent les musulmans" et "nous tire vers l'agenda de l'extrême droite".

Si le débat parlementaire gomme un peu les aspérités, l'affaire des réunions "non mixtes" au sein de l'UNEF est l'occasion d'un déferlement de sincérité imbécile. On n'en attendait pas moins de Manuel Valls²³ qui s'empresse de poser l'argument clef de la curée :

¹⁸ <https://www.nouvelobs.com/edito/20201125.OBS36577/derriere-la-gueguerre-entre-hidalgo-et-les-ecolos-la-pomme-de-discorde-de-la-gauche.html>

¹⁹ https://www.lepoint.fr/politique/loi-contre-le-separatisme-la-gauche-denonce-un-texte-qui-ne-regle-rien-07-02-2021-2412954_20.php

²⁰ <http://www.le-chiffon-rouge-morlaix.fr/2021/02/separatisme-une-loi-equilibree-se-serait-attachee-a-renforcer-la-republique-laique-et-sociale-stephane-peu-depute-communiste.html>

²¹ <https://www.europe1.fr/politique/projet-de-loi-contre-les-separatismes-olivier-faure-craint-une-surenchere-4022100>

²² https://www.lepoint.fr/politique/loi-contre-le-separatisme-la-gauche-denonce-un-texte-qui-ne-regle-rien-07-02-2021-2412954_20.php

²³ <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-22-mars-2021>

"Les réunions 'racialisées' légitiment le concept de race".

Le lendemain Marine Le Pen²⁴ le prend au mot et réclame des poursuites contre ces actes racistes. Anne Hidalgo²⁵ apporte sa voix contre une pratique qu'elle considère comme "très dangereuse" au nom de "ses convictions républicaines". Olivier Faure, moins "équilibré"²⁶ que sur la loi contre le "séparatisme" renchérit comme "une dérive incroyable".

Quelle "dérive" ? Tout simplement

"l'idée que sont légitimes à parler du racisme les seules personnes qui en sont victimes", alors que "c'est l'inverse qu'il faut chercher".

Dominés restez à votre place, nous parlerons pour vous !

Aimé Césaire dans sa lettre à Maurice Thorez²⁷, dénonçait ce qu'il nommait le "fraternisme" :

"un grand frère qui, imbu de sa supériorité et sûr de son expérience, vous prend la main pour vous conduire sur la route où il sait se trouver la Raison et le Progrès."

Or, ajoutait-il

"c'est très exactement ce dont nous ne voulons plus" car "nous ne (pouvons) donner à personne délégation pour penser pour nous."

Olivier Faure revendique un "universalisme" que ne renierait pas le candidat communiste à la présidentielle, Fabien Roussel pour qui

"les réunions segmentées selon la couleur de sa peau, sa religion ou son sexe, ça divise le combat".

Le PCF²⁸ n'hésite pas à défendre en théorie l'UNEF tout en se joignant cœur réactionnaire des condamnations de ses pratiques.

Audrey Pulvar²⁹ cherchant peut-être un compromis dans la présence maintenue mais silencieuse d'un blanc dans une réunion de personnes racisées, se prend une volée de bois vert du chœur des bonnes âmes universalistes. La "dilution dans l'universel" est bien "une façon de se perdre" comme l'écrivait encore Aimé Césaire en 1956.

²⁴ https://www.francetvinfo.fr/politique/marine-le-pen/video-il-faut-poursuivre-l-unef-un-syndicat-qui-commet-des-actes-racistes-af-firme-marine-le-pen_4343971.html

²⁵ <https://www.europe1.fr/politique/reunions-non-mixtes-a-l-unef-cest-tres-dangereux-juge-anne-hidalgo-4032954>

²⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=rifRSrm7lpU>

²⁷ <https://lmsi.net/Lettre-a-Maurice-Thorez>

²⁸ <https://www.pcf.fr/actualite/derriere-les-attaques-contre-l-unef-une-d-rive-autoritaire-et-antid-mocratique-qui-doit-cesser>

²⁹ <https://www.lci.fr/politique/demander-a-une-personne-blanche-de-se-taire-dans-une-reunion-non-mixte-pulvar-cree-la-polemique-2181938.html>

Ce chœur hystérisé, rien ne le fera taire, ni le rappel élémentaire d'Éric Coquerel³⁰ que les groupes de parole sont

"vieux comme le monde, comme le mouvement féministe, comme les alcooliques anonymes"

ni la prise du conscience de l'énormité morale, politique et juridique des positions prises ainsi dans une émotion révélatrice.

Refuser de comprendre que la parole des dominées et dominés a besoin de se constituer à l'abri des dominants, c'est nier, de fait, la domination. Ce déni de la domination, et de sa violence, est une violence supplémentaire infligée à celles et ceux qui la subissent.

Au passage, une partie de la gauche a par ailleurs perdu un repère simple en matière de liberté : la liberté de réunion est la liberté de réunion. Elle n'est plus une liberté si elle est sous condition de surveillance par une présence "hétérogène". À quand les réunions de salarié.e.s avec présence obligatoire du patron ? Les réunions de femmes avec présence obligatoire d'un homme ? Les réunions d'étudiant.e.s avec présence obligatoire d'un professeur ? Les réunions de locataires avec présence obligatoire du bailleur ? Les réunions d'antiracistes avec présence obligatoire d'un raciste ?

Ces héritiers et héritières d'une longue tradition politique liée aux luttes sociales révèlent ainsi leur déconnexion avec les mobilisations d'aujourd'hui, celles qui de *Me Too* à *Black Lives Matter* ébranlent le monde et nous interrogent sur quelle humanité nous voulons être au moment où notre survie est officiellement en question. Ces mouvements de fond martèlent, 74 ans après Aimé Césaire, que

"l'heure de nous-mêmes a sonné."

Nul doute, hélas, que ce qui fait ainsi dériver des femmes et des hommes issus de la Gauche, c'est le poids pas toujours avoué, mais prégnant et souvent irrationnel, de l'islamophobie. Cette adhésion générale à un complotisme d'État³¹ touche plus fortement les espaces partisans, voire universitaires, que le monde associatif. On a pu le constater lors de la dissolution du *Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF)* fin 2020 quand la fermeté des protestations de la *Ligue des droits de l'Homme*³² ou d'*Amnesty International*³³ n'a eu d'égale que la discrétion de la gauche politique. La palme du mois d'avril revient sans conteste à Caroline Fourest qui lors du lancement des *Etats Généraux de la Laïcité*³⁴ a pu déclarer sans frémir que

"ce mot islamophobie a tué les dessinateurs de Charlie Hebdo et il a tué le professeur Samuel Paty".

Oui voilà où nous en sommes. La menace d'une victoire du *Rassemblement national* ne se lit pas que dans les sondages.

Elle se lit dans les renoncements.

³⁰ <https://www.facebook.com/EricCoquerelPG/videos/773978356575699>

³¹ <https://blogs.mediapart.fr/alain-bertho/blog/041220/l-etat-t-il-le-monopole-du-complotisme-legitime>

³² <https://blogs.mediapart.fr/gabas/blog/031220/ldh-dissolution-politique-du-ccif>

³³ <https://www.amnesty.fr/presse/france-la-fermeture-dune-association-antiraciste-e>

³⁴ <https://twitter.com/i/status/1384567288922259467>

Elle s'enracine dans la banalisation voire le partage de ses thématiques disciplinaires, de ses émotions islamophobes, de son vocabulaire même.

L'évitement politique du réel

Il faut vraiment vivre dans une bulle, au rythme de réseaux sociaux hégémonisés par l'extrême droite, loin des réalités des quartiers populaires, pour considérer que l'islam et les réunions non mixtes sont les causes premières du délitement des relations collectives et politiques dans ce pays.

Quelle République, quelle démocratie, quelle liberté défend-on ici avec ces passions tristes ? Depuis plus d'un an, la réponse gouvernementale à l'épreuve sanitaire les a réduites à l'état de fantômes. L'état d'urgence sanitaire est reconduit de vague en vague de contamination. Notre vie est bornée par des contrôles, des interdictions et des attestations. Les décisions qui la règlent sont prises par quelques-uns dans le secret délibératif d'un Conseil de défense. Nous vivons suspendus aux annonces du président et de quelques ministres et, de plus de plus en plus, du président seul, autoproclamé expert omniscient en gestion de pandémie. Nous n'avons plus prise sur notre vie sociale, sur nos horaires, sur notre agenda, sur notre avenir même très proche. Nous n'avons plus de lieu de délibération, ces lieux qui des clubs révolutionnaires de 1789 aux Ronds-points des Gilets jaunes, en passant par la Place Tahrir et la Puerta Del Sol en 2011 sont l'ADN de la démocratie.

La violence de la menace létale mondiale que font peser sur nous le Covid et ses variants successifs nous fait espérer que cette épreuve prendra fin, que la parenthèse se refermera. Comme dans une période de guerre³⁵, cet espoir toujours déçu se renouvelle sans fin à chaque annonce moins pessimiste, à chaque communication gouvernementale sur les terrasses jusqu'à la déception suivante. Cette précarité sans fin est un obstacle collectif à la résistance démocratique, à la critique sociale, idéologique et opératoire de cette période qui s'ouvre et sera sans doute durable. C'est bien dans ce manque politique douloureux que s'engouffrent tous les complotismes de Q-Anon à l'islamophobie d'État.

Depuis le printemps 2020, les partis d'opposition ont cessé d'être dans l'élaboration et la proposition politique³⁶ en lien avec la situation sanitaire. Le monologue du pouvoir ne provoque plus sporadiquement que des réactions, jamais d'alternative stratégique ni sur la réponse hospitalière, ni sur la stratégie vaccinale, ni sur l'agenda des restrictions sociales. Même l'absence de publication, des semaines durant début 2021, des avis du Conseil scientifique n'émeut pas des politiques beaucoup plus préoccupés par les réunions non mixtes à l'UNEF.

Attac n'est pas beaucoup plus proactif³⁷ malgré la publication sur son site en novembre 2020 d'un texte tout à fait pertinent de Jacques Testart sur la démocratie sanitaire³⁸. En général les Think tanks sont plutôt discrets. L'Institut Montaigne³⁹ est silencieux sur la stratégie sanitaire tout comme la Fondation Copernic⁴⁰ qui n'y voit pas l'occasion de

³⁵ <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/070221/stephane-audoin-rouzeau-nous-traversons-l-experience-la-plus-tragique-depuis-la-seconde-guerre-mond>

³⁶ <http://www.regards.fr/politique/societe/article/covid-19-un-an-deja-chronique-d-une-democratie-desarticulee>

³⁷ <https://france.attac.org/spip.php?page=recherche&recherche=covid>

³⁸ <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-25-automne-2020/debats/article/la-covid-la-science-et-le-citoyen>

³⁹ <https://www.institutmontaigne.org/>

⁴⁰ <http://www.fondation-copernic.org/>

"mettre à l'endroit ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers".

Si le Think tank *Économie Santé des "Échos"* déplore le manque de vision stratégique sanitaire, seule *Terra Nova* semble avoir engagé un véritable travail : une cinquantaine de contributions⁴¹, des propositions sur l'organisation de la rentrée scolaire du 26 avril 2021⁴², des propositions sur la stratégie vaccinale...

Pourquoi cette inertie collective sur les choix stratégiques ? Ce ne sont pas les sujets qui manquent tant la stratégie gouvernementale ressemble à tout sauf à une stratégie sanitaire. Sur le fond, aucun débat n'est ouvert sur le choix entre stratégie de cohabitation avec la maladie ou d'éradication virale. Ce débat aurait eu le mérite d'éclairer les incohérences gouvernementales comme la communication sur le "tester/tracer/isoler" de 2020 qui n'a été suivie d'aucun moyen opérationnel et humain nécessaire à sa mise en œuvre. Il aurait permis de discuter une stratégie vaccinale entièrement fondée sur l'âge (et donc la pression hospitalière) et non sur la circulation active du virus et la protection des métiers à risque. Cette stratégie a fait battre des records vaccinaux dans des territoires au risques faibles et laissé à l'abandon les territoires les plus touchés par la surmortalité comme la Seine-Saint-Denis.

Pourquoi cette inertie collective sur la démocratie sanitaire ? Les appels dans ce sens n'ont pourtant pas manqué à commencé par les recommandations du Conseil Scientifique dès mars 2020 : le texte de Jacques Testart⁴³, un article de *the Conversation* au mois de juin 2020, l'excellent "tract" de Barbara Stiegler, *De la démocratie en pandémie*, paru chez Gallimard en janvier 2021 et assez bien relayé. Des propositions, voire des expérimentations, en termes de délibération et de construction collective des mesures sanitaires territorialisées, des contre expertises nationales basées sur des avis scientifiques et une mobilisation populaire auraient sans doute mobilisé de façon positive la polyphonie des exaspérations. On a préféré laisser réprimer la mobilisation lycéenne⁴⁴ pour de vraies mesures sanitaires en novembre 2020.

Bref la construction de masse d'une alternative à l'incapacité autoritaire du pouvoir aurait pu, pourrait encore donner corps et usage à la démocratie, aujourd'hui désarticulée⁴⁵, qu'il nous faut essayer de défendre, pourrait incarner la République dans des exigences sociales et une puissance populaire sans lesquelles elle risque toujours de n'être qu'un discours de domination.

Une autre élection est-elle encore possible ?

Entre cet étouffement démocratique de masse et l'immensité des choix de société suggérés au quotidien par la crise sanitaires, le grain à moudre ne manque pas pour des courants politiques héritiers d'une tradition émancipatrice. Leur responsabilité est immense quand l'humanité est mise au pied du mur de sa survie et de l'idée qu'elle se fait d'elle-même. Mais ces partis préfèrent eux aussi considérer la situation sanitaire comme une simple parenthèse à refermer, se projetant sur les échéances de 2022 comme pour oublier 2020 et 2021. Il est ahurissant de penser que, après 14 mois de pandémie, la politique sanitaire se soit pas au centre des élections territoriales de ce printemps sinon pour une question d'agenda.

⁴¹ https://tnova.fr/ckeditor_assets/attachments/218/terra-nova_dossier-de-presse_cycle-coronavirus-regards-sur-une-crise_2020.pdf

⁴² <https://tnova.fr/revues/covid-19-le-think-tank-terra-nova-fait-des-propositions-pour-limiter-les-contaminations-a-l-ecole>

⁴³ <https://france.atac.org/nos-publications/les-possibles/numero-25-automne-2020/debats/article/la-covid-la-science-et-le-citoyen>

⁴⁴ <https://blogs.mediapart.fr/alain-bertho/blog/181120/sommes-nous-aux-portes-de-la-nuit>

⁴⁵ <https://blogs.mediapart.fr/alain-bertho/blog/160321/covid-un-deja-chronique-d-une-democratie-desarticulee>

En "rêvant d'une autre élection" comme d'autres ont rêvé d'un autre monde, la gauche permet tout simplement au président en exercice de s'exonérer de son bilan dramatique : un système de santé et des soignantes et soignants mis en surchauffe des mois durant, une mise en suspens de milliers de soins parfois urgents, des dizaines de milliers de COVID longs, plus de 100 000 morts, des territoires et des populations délibérément sacrifiés, des inégalités devant la mort et la maladie largement calquées sur les inégalités sociales et les discriminations, une vie sociale dévastée, une démocratie en miettes, une faillite bio-politique structurelle.

Comment lui en faire porter la responsabilité si on ne peut lui opposer aucune alternative ? Le pouvoir s'en réjouit d'avance et, renversant la charge de la preuve, semaine après semaine, somme chacune et chacun de présenter un bilan sur l'agenda qu'il déroule sans rencontrer beaucoup de résistance : les politiques sécuritaires et l'islamophobie d'État. Or, ce concours électoraliste du prix de la "laïcité", de la condamnation de l'islamisme, de la condamnation des formes contemporaines de lutte contre les discriminations, nous savons qui en sera la championne incontestée : elle en maîtrise à merveille les thématiques, le vocabulaire comme la véhémence.

Voici ce que les sondages, jour après jour, mesurent et nous rappellent. Dans ces conditions, l'absence de dynamique unitaire à gauche n'est pas la cause de la défaite annoncée, elle est déjà le résultat d'une perte majoritaire de boussole politique, le résultat d'une sorte d'évitement du réel, le résultat d'un abandon.

"L'étrange défaite" de juin 1940 a pris racine dans le ralliement des classes dirigeantes à la nécessité d'un pouvoir policier et discriminatoire. Nous y sommes.

"L'étrange défaite" s'est nourrie de la pusillanimité d'une gauche désertant les vraies combats pour la démocratie, de la défense de l'Espagne républicaine au barrage contre un racisme aussi déchainé qu'expiatoire. Nous y sommes sur les enjeux de notre temps.

"L'étrange défaite" a été la fille du consensus munichois et de la capitulation anticipée. Nous y sommes.

"L'étrange défaite" a été suivie de la mort d'une République. L'appel militaire du 21 avril en faire planer la menace.

A l'exceptionnalité de la période traumatique qui bouleverse depuis 14 mois en profondeur nos repères politiques, sociaux et vitaux, s'ajoute l'exceptionnalité de l'échéance institutionnelle du printemps 2022. Il est dérisoire d'y voir la énième occasion de porter un message minoritaire, dérisoire de donner le spectacle d'une querelle d'egos, dérisoire de jouer à qui sera responsable de la défaite. Le salut ne sera pas dans un compromis défensif sans principe mais dans un sursaut collectif d'ambition.

Il est temps de prendre la mesure du temps que nous vivons, car il est toujours temps de résister. Comme concluait Marc Bloch en septembre 1940,

"peut-être est-ce une bonne chose d'être ainsi contraints de travailler dans la rage", car "est-ce à des soldats qu'il faut, sur un champ de bataille, conseiller la peur de l'aventure ?" Il ajoutait que "notre peuple mérite qu'on se fie à lui et qu'on le mette dans la confiance".

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.

Ses contenus n'engagent pas la rédaction.